

Cahier des clauses Particulières (CCP)

**Valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques
Particulières**

***Curage et débouchage des canalisations des différents sites de la CPAM
de la Gironde.***

**Marché n° 07-2025PS
Marché à procédure adaptée**

Table des matières

Article 1	Acheteur public	4
Article 2	Objet du Marché.....	4
Article 3	Forme et Nature du Marché	4
3.1	Forme du marché	4
3.2	Nature du marché	4
3.3	Pièces contractuelles.....	4
Article 4	Définition des prestations	5
4.1	Interventions préventives	5
4.2	Interventions curatives	6
4.3	Vérification	6
4.4	Rapport d'intervention.....	6
Article 5	Duree du marche et point de depart des prestations	7
Article 6	Délai d'intervention ET DE RESOLUTION DE L'ANOMALIE	7
6.1	Délai d'intervention.....	7
6.2	Delai de resolution de la reparation.....	7
6.3	Point de départ des différents délais	7
Article 7	Constat d'anomalies	8
Article 8	Cadre d'intervention.....	8
Article 9	Prise en charge des matériels	8
Article 10	Remise de matériel en fin de marché	8
Article 11	Sous Traitance	9
13.1	Généralités.....	9
13.2	Modalité de paiement	9
Article 12	Désignation des agents d'intervention	9
Article 13	Tenue et comportement des agents d'intervention	10
Article 14	Modalités d'exécution des prestations	10
Article 15	Consignes d'accès	10
Article 16	Lieux d'intervention.....	11
Article 17	Pilotage du contrat	11
Article 18	Clause de Reexamen.....	11
Article 19	Confidentialité.....	11
Article 20	Prix	11
20.1	Forme et contenu des prix	11
20.2	Révision des prix.....	12
Article 21	Pénalités	12
21.1	Dispositions générales.....	12

21.2	Maintenance préventive	13
21.3	Intervention curative.....	13
21.4	Autre pénalités	13
Article 22	Règlement des factures.....	13
22.1	Pour la partie forfaitaire.....	13
22.2	Pour la partie à bons de commande	14
22.3	Modalités de facturation.....	14
22.4	Délais de règlement et intérêts moratoires	15
Article 23	Résiliation	15
Article 24	Responsabilité civile et assurance	15
Article 25	Différends et Litiges	15

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
33085 Bordeaux cedex

Le pouvoir adjudicateur est représenté par : **Monsieur Philippe CLAUSSIN – Directeur**

Monsieur Julien LACROIX – Directeur de la Stratégie et Moyens, est la personne signataire du marché.

Glossaire :

RC: Règlement de la Consultation (document régissant la procédure de passation)

CCAP: Cahier des Clauses Administratives Particulières (clauses administratives du contrat)

CCTP: Cahier des Clauses Techniques Particulières (clauses techniques du contrat)

AE: Acte d'Engagement (engagement réciproque des parties à exécuter le contrat)

BP: Bordereau de Prix (annexe du contrat fixant la rémunération du titulaire pour les prestations prévues au contrat)

Article 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'entretien, le curage et le débouchage des canalisations des différents sites de la CPAM de la Gironde répartis sur le département ainsi que l'élimination des déchets de curage.

Article 3 FORME ET NATURE DU MARCHÉ

3.1 Forme du marché

Le présent accord cadre est un marché mixte :

- Une partie ordinaire à titre préventive composée d'une prestation de maintenance, et d'une prestation d'entretien.
- Une partie exécutée selon les besoins à titre curatifs prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande (prestations à la demande) au sens des articles R2162-1 à R2162-5 et selon les articles R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

A titre dérogatoire, les bons de commandes prendront la forme d'un courrier électronique envoyé par le représentant de la CPAM de la Gironde, La responsable du service de gestion du patrimoine Madame Angélique LOZE ou le responsable du pilotage des travaux Monsieur Yannick MICHAUD au titulaire afin de préciser celle(s) des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en déterminer la quantité.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

3.3 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS le présent contrat est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - L'annexe n°1 à l'acte d'engagement : Acte contractuel de confidentialité (ACC) ;
 - L'annexe n°2 à l'acte d'engagement : l'annexe financière valant : Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau de prix (BPU) ;
 - L'annexe n°3 à l'acte d'engagement : Cadre de réponse valant mémoire technique
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1 au CPP : Attestation de visite
 - Annexe 2 au CPP : Etat des Surfaces.
- Attestation de Visite
- Code de la commande publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), issu de l'arrêté 30 mars 2021.
- L'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.
- Toutes autres pièces contractuelles réclamées au cours de la procédure de passation du marché.
- Offre du titulaire.

Le titulaire déclare connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Article 4 DEFINITION DES PRESTATIONS

4.1 Interventions préventives

Les installations concernées et prestations à réaliser pour chacune d'elles, sont décrites dans l'annexe financière.

La société s'engage à assurer l'entretien des canalisations des eaux usées des locaux dans lesquels l'installation a été réalisée deux fois par an.

La méthode utilisée est L'opération de curage. Elle consiste au décapage et curage hydrodynamique de la canalisation sur le tronçon concerné pour le débarrasser de tous dépôts tels que sable, boues, graisses, terre, gravats, calcaires ou bétons. Ce décapage ne doit en aucun cas affecter la structure des ouvrages.

L'entretien comprend :

- Le Curage haute pression par utilisation des buses appropriées, pompage des boues, liquides et matières en suspension, évacuation vers un centre de vidange ou de traitement approprié, nettoyage des regards, fourniture des ballons obturateurs de diamètre approprié, élaboration du rapport d'intervention,
- Les démarches administratives nécessaires à la réalisation des travaux, amenée et repli du matériel, mise en sécurité de la zone de travail, ouverture et fermeture des tampons, Mise en place de la signalisation temporaire réglementaire et accès aux ouvrages,
- désinfection et désodorisation et retrait de la signalisation temporaire réglementaire et toutes sujétions
- L'hydro curage des réseaux d'eaux usées
- Les entretiens électromécaniques des pompes de relevage, poste de relevage et le Nettoyage, vidange, Pompage des bacs à graisse concernent deux sites.

En effet, l'entretien des bacs à graisse ne concerne que le site du Château des Lauriers et l'entretien des postes de relevage et le séparateur hydrocarbure que le site du CES de Bègles.

Dès la réception d'une alerte auprès de votre service la société s'engage à :

- Entretien le système d'évacuation pour éviter la formation d'un bouchon.
- Décoller toutes les impuretés situés dans les canalisations (tartes, résidus).

4.2 Interventions curatives

Les installations concernées et prestations à réaliser pour chacune d'elles, sont décrites dans l'annexe financière.

L'intervention curative urgente aura pour objet :

- le curage d'un puit perdu, d'une fosse et/ou le débouchage d'une conduite d'eau usée bouchée.
- Le débouchage des canalisations eaux usées, intérieur et extérieur des bâtiments.
- le Pompage et débouchage de réseaux, de regards, de bacs à graisse, de fosses permettant de retirer un bouchon formé à l'intérieur du système d'évacuation des eaux usées grâce à un système de furet spécifique permettant de retirer les résidus, saletés et autres détritiques ; pompe et nettoyage des regards hydro-curage du réseau ; jet à haute pression.
- Les démarches administratives nécessaires à la réalisation des travaux, amenée sur place du matériel et personnel nécessaires,
- curage hydrodynamique des collecteurs, branchements et regards, mise en place des ballons obturateurs de diamètres appropriés autant que nécessaires, pompage, évacuation des produits de curage
- Mise en place de la signalisation temporaire réglementaire, ouverture des tampons de visite et accès aux ouvrages, curage hydrodynamique des collecteurs, branchements et regards, mise en place des ballons obturateurs de diamètres appropriés autant que nécessaires, pompage, évacuation des produits de curage,
- les frais de transport et traitement de ces produits, vidange des eaux usées pompées, fourniture d'eau nécessaire, nettoyage du chantier y compris décroutage suite aux débordements sur la chaussée,
- désinfection et désodorisation et retrait de la signalisation temporaire réglementaire et toutes sujétions.

Le Soumissionnaire s'engage à dépanner les installations de la CPAM sans restriction de date, ni d'heure.

Si une canalisation semble bouchée et que l'on n'arrive pas à détecter d'où vient le problème d'écoulement. Engorgement, fissure, racines, **une caméra d'inspection** peut être nécessaire pour obtenir une réponse rapide des problèmes d'écoulement. De plus, cela permet d'accéder à des conduits difficiles et dégager ce qui est obstrué.

4.3 Vérifications

Une fois par an :

- Vérification de l'écoulement des eaux usées.
- Recommandations et préconisations sur les éventuelles anomalies.
- Vérification, fonctionnement de l'ensemble du réseau.

4.4 Rapport d'intervention

Après chaque visite d'entretien préventif ou d'intervention curative, le prestataire remettra un rapport d'intervention complet mentionnant impérativement les points suivants :

- Date et durée d'intervention
- Localisation précise : site et bâtiment
- Installations traitées (puisards, puits perdus etc.)
- Les remarques sur l'intervention : volume de boues traitées, dommages, corrosion, encrassements, présences de racines ...

Le rapport d'intervention devra faire l'objet d'une validation par les Services Techniques de la CPAM pour permettre la facturation.

Article 5 DUREE DU MARCHÉ ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

Le marché est passé pour une période ferme d'un (1) an à **compter de sa date de notification**. Il peut être reconduit deux (2) fois par reconduction tacite pour une durée de douze (12) mois à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder trois (3) ans.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 23 du présent C.C.P.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Article 6 DELAI D'INTERVENTION ET DE RESOLUTION DE L'ANOMALIE

6.1 Délai d'intervention

En cas de fuite reconnue, le délai d'intervention ne doit pas dépasser **une demi-journée**.

Le délai d'intervention pour lever de doute ne doit pas dépasser trente (30) minutes.

Délai de réparation définitive ne doit pas dépasser (24) heures à compter du début de l'intervention.

6.2 Délai de résolution de la réparation

C'est le délai, à compter du début de l'intervention à la réparation définitive de l'incident sous réserve de circonstances exceptionnelles dûment justifiées par la nature de la prestation qui compromet la réalisation de l'intervention dans le temps imparti.

6.3 Point de départ des différents délais

NATURE DU DELAI	DUREE DU DELAI	POINT DE DEPART DU DELAI
Délai d'intervention en cas de fuite reconnue	Une demi-journée	A compter du signalement ou de la demande par la CPAM de la Gironde.
Délai d'intervention pour lever le doute	30 minutes	A compter du signalement.
Délai de réparation définitive	Une journée (24heures)	A compter du début de

	*Rien ne suspend ce délai (week end et jours fériés sont inclus dans les 24 heures)	l'intervention.
--	---	-----------------

Article 7 CONSTAT D'ANOMALIES

Le titulaire est tenu d'informer l'organisme de toute anomalie qu'il aurait observée sur les installations dont il a la charge, et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements en vigueur.

Le titulaire, pour chaque constat d'anomalie, établit une fiche écrite mentionnant :

- le type d'anomalie constatée,
- les actions entreprises ou qu'il conviendrait d'entreprendre pour y remédier,
- le montant des éventuelles réparations à effectuer*,
- les délais d'interventions nécessaires,
- les conséquences si aucune action n'était prise,
- la confirmation de la remise en état de l'installation.

**En cas de remplacement d'un tuyau de canalisation, un devis devra être établi et soumis à approbation de l'organisme.*

Article 8 CADRE D'INTERVENTION

D'une manière générale, les interventions du titulaire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement de l'organisme et être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée.

Seules les interventions n'engendrant aucune gêne pourront être exécutées pendant les horaires normaux de fonctionnement de l'organisme c'est-à-dire sur une tranche de huit (8) heure à dix-sept (17) heures

Pour les interventions risquant d'occasionner une gêne (fermeture des toilettes, du parking, coupure d'eau ou d'électricité, **le titulaire interviendra en dehors de ces horaires** pour éviter les nuisances ou désagréments, sous réserve du cas d'urgence où une intervention nécessite d'être effectuée pendant les horaires de fonctionnement.

Le prix du contrat est réputé tenir compte de cette obligation.

Article 9 PRISE EN CHARGE DES MATERIELS

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la localisation des locaux et de la connaissance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance.

Le titulaire a trois (3) mois à compter de la notification du marché pour valider l'inventaire **et restituer un rapport de prise en charge faisant apparaître les anomalies le cas échéant.**

En l'absence de réserves écrites de sa part, dûment justifiées, en préalable à toute intervention, tous les matériels et équipements dont il assurera la maintenance seront réputés être en bon état d'entretien et de fonctionnement.

En cours de marché, le titulaire pourra être tenu de prendre en charge de nouveaux équipements relatifs aux prestations dont il a la charge, même s'ils n'ont pas été mis en œuvre par lui-même.

Le Responsable de l'organisme informera le titulaire de la réception de ces nouveaux travaux, ce dernier pourra assister à leur réception et disposera d'un délai de quinze (15) jours, à compter de cette date de réception, pour formuler ses éventuelles réserves.

Article 10 REMISE DE MATERIEL EN FIN DE MARCHÉ

Sauf s'il a exprimé des réserves dûment justifiées au moment de leur prise en charge, le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les réseaux d'assainissement en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert désigné par l'organisme.

Article 11 SOUS TRAITANCE

13.1 Généralités

Aux termes de l'article 133 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il est stipulé que le titulaire d'un marché public, dans les conditions prévues par l'article 62 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le recours à la sous-traitance est subordonné à la mise en œuvre de diverses formalités prévues par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code (marchés publics classiques) et R. 2393-1 à R. 2393-40 du code (marchés publics de défense ou de sécurité). L'acheteur, le titulaire du marché public ainsi que le sous-traitant sont concernés par le respect de ces formalités.

L'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1975 définit la sous-traitance comme « l'opération par laquelle un entrepreneur confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant l'exécution de tout ou partie du contrat d'entreprise ou d'une partie du marché public conclu avec le maître de l'ouvrage »

L'acheteur est considéré comme tiers au contrat privé entre le sous-traitant et le titulaire.

Il est à noter que l'acheteur peut exiger le contrat passé entre le titulaire et le sous-traitant avant l'agrément de ce dernier.

Le titulaire fait son affaire avec ses propres moyens de toute manutention d'équipement, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement de l'organisme ainsi que l'évacuation de ses déchets.

13.2 Modalité de paiement

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Article 12 DESIGNATION DES AGENTS D'INTERVENTION

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations, objet du présent marché. Elles possèdent la qualification professionnelle et l'habilitation et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le Titulaire fournit à l'organisme la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est fournie dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de notification du marché.

Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel. La liste modifiée du personnel devra être communiquée à l'organisme dans les 10 jours ouvrés à compter de la modification.

Le titulaire devra présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'organisme.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommé désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur normal du représentant de l'organisme. Cet interlocuteur devra se rendre disponible pour toute demande, questions ou changements dans les besoins de l'organisme.

Toute nomination ou changement de responsable sont soumis à l'agrément du chef d'établissement.

Le chef d'établissement, ou son représentant, peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de quinze (15) jours. Ce délai peut être réduit à vingt-quatre (24) heures si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent marché ou en cas de faute grave.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement la CPAM et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalentes et avec accord exprès de la CPAM.

Article 13 TENUE ET COMPORTEMENT DES AGENTS D'INTERVENTION

Le personnel mis à disposition par le titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'organisme.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant la société.
- Interdiction de fumer en dehors des zones autorisées.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte de l'établissement.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire.
- Interdiction de faire pénétrer une personne autre que les intervenants désignés.

Le personnel doit être également parfaitement informé des diverses consignes de sécurité générales et particulières, propres à l'organisme, qui lui ont été communiquées.

Article 14 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Deux états des lieux contradictoires de l'ensemble des sites concernés par le présent marché sont réalisés entre le Titulaire et l'organisme :

- Au démarrage du marché.
- En fin de marché.

Toute dégradation des locaux et équipements due à un manquement de prestations de curage débouchage du Titulaire constaté lors de l'état des lieux de fin de marché (comparativement avec l'état des lieux du démarrage du marché) est à la charge technique et financière de ce dernier.

Toutefois, il se peut que certaines surfaces présentent un état de non propreté à caractère irréversible (avec les moyens courants) et ne permettent pas d'atteindre le résultat souhaité.

Le prestataire disposera alors d'un délai de un (1) mois à compter de la date de démarrage du marché, pour identifier ces surfaces et les notifier au responsable de l'organisme.

Il conviendra de présenter les éléments suivants :

- Localisations des zones
- Nature du revêtement
- Justification du caractère irréversible pour l'atteinte des résultats.

Article 15 CONSIGNES D'ACCES

Le personnel du titulaire aura accès à toutes les agences en utilisant, le code, le badge et la clé remis par la CPAM.

Le personnel du titulaire pourra intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de tout autre :

- Locaux contenant les équipements objets du présent marché.
- Les circulations permettant d'accéder aux différents locaux ci-dessus.

Le personnel du titulaire devra impérativement se présenter au Responsable d'agence, décliner son identité et le motif de sa visite. Avant de quitter le site, il signalera son départ au même Responsable d'agence.

Le titulaire aura la gestion des clés et codes d'accès des différents sites. Les clés seront identifiées par des codes connus du seul titulaire. En aucun cas ces codes ne pourront être identifiés en cas de perte ou de vol par un tiers.

Article 16 LIEUX D'INTERVENTION

- Bègles CES
- Logement de Fonction
- Lormont
- Musée
- Pelleport
- Siège (BORDEAUX) - Cet immeuble classé IGH et ERP est gardé 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 par des agents de sécurité incendie. **Pour ce site, seul un contrat de vérification sera établi.**

Les Surface et les adresses des lieux d'intervention sont dans l'annexe n°2 « Etat des Surfaces » du CCP.

Article 17 PILOTAGE DU CONTRAT

Le titulaire et la CPAM se réuniront semestriellement pour faire un bilan de l'activité :

- Suivi des vérifications
- Devis en cours
- Améliorations proposées
- Difficultés rencontrées

Article 18 CLAUSE DE REEXAMEN

L'organisme se réserve le droit de modifier l'importance de la prestation en fonction des évolutions de son organisation et de son parc immobilier, de supprimer ou de rajouter des sites à maintenir par le biais d'une clause de réexamen prévue à l'article R2194-1 du code de la commande publique.

En effet, dans le cadre du marché, une prestation curative pourra être rajoutée, en fonction du besoin de certains sites. L'acquisition de nouveaux bâtiments par la CPAM peut également conduire à l'élargissement des lieux d'intervention.

Dans le cas d'évolution de cette prestation, l'organisme rédigera un avenant au marché pouvant ainsi modifier la pièce financière.

Article 19 CONFIDENTIALITE

Un acte contractuel de confidentialité, Annexe n° 1 ACC de l'Acte d'engagement, est joint aux documents de la consultation et devra être retourné, complété et signé.

Article 20 PRIX

20.1 Forme et contenu des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire exprimés en euros (€) H.T. et T.T.C. pour les prestations préventives prévues au

marché et à prix forfaitaire exprimés en euros (€) H.T. et T.T.C. pour les prestations curatives prévues au marché et détaillées également dans l'annexe financière (DPGF).

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique, il est rappelé que :

- le prix unitaire s'applique à une quantité réellement exécutée. Le prix réglé par la CPAM correspond alors au prix unitaire multiplié par la quantité commandée de prestation commandée.
- le prix forfaitaire est appliqué à une prestation quelles que soient les quantités exécutées.

Ces prix comprennent l'ensemble des frais afférents à la prestation, aux transports nécessaires, ainsi que tous les frais généraux, bénéfiques, charges sociales ou fiscales et taxes diverses, et également les frais induits par les opérations administratives (notamment secrétariat, reprographie, affranchissement des courriers,...) de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

20.2 Révision des prix

Les prix du marché, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, sont fermes la première année d'exécution du marché.

Puis, ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution des prestations par application de la formule suivante :

$$P = Po (0,125 + 0,875 \frac{S}{S_0})$$

Dans laquelle :

P : prix révisé,

Po : Prix initial de base figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, établi aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt d'offres ;

S = Dernière valeur de l'Indice des prix de production des services, publiée à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, sur le site internet de l'Insee.

S0 = Valeur de l'Indice des prix de production des services publiée à la date de remise des offres du présent accord-cadre, publiée sur le site internet de l'Insee

Pour les éventuelles périodes de reconduction, l'opérateur économique du marché s'engage à faire parvenir à l'organisme, par courrier électronique avec demande d'accusé de réception, indiquant à l'objet, « Demande de révision tarifaire, marché n° 25-2021PS à : achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Cet envoi devra se faire spontanément, sans que l'organisme sollicite l'opérateur économique.

Important : à défaut de proposition de révision tarifaire dans le délai imparti, les prix en cours sont reportés et sont appliqués pour la nouvelle période de reconduction.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par l'organisme, à la date de reconduction du marché, prononcée dans le délai maximum d'un mois à compter de leur date de réception.

L'opérateur économique en est informé par courrier électronique avec demande d'accusé de réception. Ces prix sont fixes pour toute la durée de la reconduction.

Tant que les nouveaux tarifs n'ont pas été acceptés par l'organisme, les tarifs précédents s'appliquent.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

La justification de la revalorisation détaillée des prix sera à la charge du prestataire.

Article 21 PENALITES

21.1 Dispositions générales

Par dérogation, à l'article 14.1.1 du CCAG-Fournitures Courantes et Services, les pénalités sont forfaitaires.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-Fournitures Courantes et Services, les pénalités de retard ne seront pas

révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-Fournitures Courantes et Services, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros pour l'ensemble de l'accord cadre.

Dans le cas d'une résiliation de l'accord-cadre, les éventuelles pénalités de retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

21.2 Maintenance préventive

Lorsque les délais contractuels d'intervention sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = 50\text{€ HT} \times R$$

Dans lesquelles :

P = Montant de la pénalité

R = Nombre de jours de retard.

Une pénalité forfaitaire de 100,00€ en cas de prestations non réalisées

21.3 Intervention curative

- Pour les interventions curatives :
 - Pénalité de 150 euros HT par heure de retard dans l'intervention :
 - Pour tout dépassement du délai d'intervention supérieur à deux (2) heures. (cf. 6.1 du présent du C.C.P)
 - Pour tout dépassement du délai de réparation définitive supérieur à quatre (4) heures, (cf. 6.2 du présent du C.C.P)
- Pour les interventions d'urgence : en cas de fuite reconnue ou la mise hors service d'un équipement lié à l'objet du marché.
 - Une pénalité forfaitaire de 200,00€ en cas de prestations non réalisées
 - En cas de retard : 50,00€ par heure calendaire.
- Pour la non remise du rapport et de la vidéo d'inspection : une pénalité forfaitaire de 10€ par jour.

21.4 Autre pénalités

- Pour non-respect du délai de réparation, une pénalité de cinquante (50) euros sera appliquée par la CPAM sur le montant H.T. de la facture.
- Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité (50) euros.
- Absence de production de documents demandés par manquement : (25) euros.

Article 22 REGLEMENT DES FACTURES

Le paiement des factures sera effectué mensuellement.

Le paiement des factures se fera sur présentation du document en double exemplaire, déduction faite des pénalités éventuelles.

22.1 Pour la partie forfaitaire

La redevance forfaitaire est composée des prestations dont la fréquence est détaillée dans le présent C.C.P

Le montant de la redevance forfaitaire **se compose des prestations réellement exécutées** et est facturable et payable mensuellement à terme échu.

Les prestations sont payables **après attestation du « service fait »** par l'organisme.

22.2 Pour la partie à bons de commande

Chaque bon de commande donne lieu à l'établissement d'une facture une fois la prestation terminée.

La facturation ne pourra donc intervenir qu'après exécution complète de la prestation.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix unitaires indiqués en annexe à l'acte d'engagement.

Le paiement interviendra après validation de la prestation via l'apposition par l'organisme du service fait.

22.3 Modalités de facturation

En application des articles L 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de **facturation électronique Chorus Portail Pro**.

La facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Les informations obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de la CPAM de la Gironde via CHORUS PRO sont :

SIRET : 78184742100018

Numéro de service = n° du marché : 07_2025PS

Numéro d'engagement = n° du marché : 07_2025PS

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

Chaque site devra faire l'objet d'une facture.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement ou, à tout autre compte, communiqué par courrier ou courriel par le titulaire.

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue.

Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au titulaire afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Pour le premier et le dernier mois, les sommes à payer seront, en cas de mois incomplet, déterminées au « *pro rata temporis* » sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation.

Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou, refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement, en faisant apparaître les pénalités imposées ou, toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le titulaire.

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation

de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements concernant la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

22.4 Délais de règlement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, conformément au titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Article 23 RESILIATION

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre VI du CCAG/FCS.

De même, en cours d'exécution, l'organisme pourra résilier le marché sans indemnité ni mise en demeure, par une lettre envoyée au titulaire en recommandé avec accusé de réception, en cas de :

- 3 non-respects du délai d'intervention (article 6 *supra*),
- en cas de sous-traitance non agréée par l'organisme.
- en cas de déménagement, le pouvoir adjudicateur aura la faculté de résilier le marché si le déménagement de ses services rendant l'exécution des prestations difficile ou impossible.

Article 24 RESPONSABILITE CIVILE ET ASSURANCE

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

- A son personnel, au personnel de l'organisme ou à des tiers
- A ses biens, aux biens appartenant à l'organisme ou à des tiers

Le titulaire doit justifier à la demande de l'organisme qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle qu'il peut encourir à titre contractuel, délictuel ou quasi-délictuel, en cas de dommages corporels, matériels et/ou immatériels, causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Article 25 DIFFERENDS ET LITIGES

Pour tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait pas être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage, attribution est faite aux juridictions de droit commun du siège social l'organisme :

TJ de Bordeaux – 30 Rue des Frères Bonie, 33000 Bordeaux
Téléphone : 05 47 33 90 00